

mais que par une manifestation active de sa volonté il la proclamât bonne, digne tout au moins d'être respectée, en autorisant les fidèles à former des associations cultuelles. Or, la doctrine estime que ces associations cultuelles organisées par les articles 4 et 8 sont d'essence schismatique. Pouvait-on demander au Pape de proclamer aux yeux de l'Eglise la validité d'une loi de caractère schismatique ? Pouvait-on espérer que le Pape, non seulement subit un schisme, mais qu'il le provoquât pour ainsi dire par l'assentiment solennel qu'il donnerait à des dispositions légales contraires à la doctrine catholique ? *Non licet*. Encore une fois, quelle que soit la fortune que les événements, en France, réservent à l'Eglise, jamais sur ce point Pie X ne consentira à la plus légère concession.

Tant qu'une assurance certaine et *légale* — il faut ici peser tous les termes — ne sera pas donnée au Saint-Siège que, par un moyen *légal*, une modification serait apportée aux articles 4 et 8, tant que le Saint-Siège n'aura pas reçu cette assurance certaine, il n'est pas de considération qui puisse le faire revenir sur une décision dont il n'a pas été sans prévoir toutes les conséquences.

Fermer les églises ? Le gouvernement ne les fermera pas, d'abord, parce qu'il l'a déclaré sans doute, ensuite, parce qu'il ne pourra pas les fermer. L'impossibilité où il se trouverait de mobiliser les troupes françaises pour effectuer l'opération, est le gage même de sa parole. Ici, on n'est plus dupe. On se rappelle que M. Waldeck-Rousseau avait donné au Saint-Siège l'assurance *certaine*, mais non *légale*, que la loi contre les congrégations serait appliquée avec tact et modération, et l'on a vu à l'œuvre M. Combes. On n'ajoute qu'une importance relative aux déclarations de MM. Briand et Clémenceau, qui, au surplus, n'engagent qu'eux-mêmes et non leurs successeurs, mais on croit, en réalité, que les églises de France ne seront pas fermées, uniquement parce qu'on ne pourrait pas les fermer.

On fermera les séminaires ? Cela c'est le grand moyen, l'arme de la dernière ressource, dont MM. Clémenceau et Briand se sont plu à faire mystérieusement pressentir le redoutable emploi. C'est le dernier mot, la suprême menace. On fermera les séminaires, on s'opposera au recrutement normal du clergé. Sur ce point, voici la réponse de Rome ; elle tient en trois mots :